Initiatives ministérielles

Nous constatons aussi que selon la tradition américaine, ce sont les candidats sortants qui dépensent le plus d'argent et qui gagnent. En général, les élus, aux États-Unis, restent en poste pendant très longtemps même si au Congrès ils n'ont que des mandats de deux ans. L'argent fait indéniablement une différence.

Au Canada, nous avons accepté depuis l'adoption de la loi de 1973 que les candidats et les partis soient assujettis à des limites sévères. C'est ainsi que nous faisons les choses au Canada.

• (2025)

Nous disons également qu'il faut divulguer les sources de revenu. Ce sont des choses que nous acceptons depuis 20 ans dans notre pays. Selon moi, ces exigences ont contribué à équilibrer la situation. Elles ont donné l'impression aux Canadiens que les partis devaient respecter des règles justes et honnêtes durant les campagnes électorales.

En affirmant que des groupes, qui ne sont pas des partis, peuvent dépenser tout ce qu'ils veulent, parfois plus que les candidats et même que les partis, peut-être même pour un seul aspect de la campagne, on risque de déséquilibrer complètement tout le processus de dépenses politiques.

Dans l'ensemble, les Canadiens rejeteraient un système qui n'impose pas de limites. Ils croient en un système équilibré. Pour qu'un tel équilibre soit possible, il faut notamment que des restrictions soient imposées à ce que les autres peuvent dépenser durant une campagne électorale. Si l'on m'impose une limite de 50 000 \$ pour l'ensemble de mes dépenses électorales, il serait complètement déraisonnable qu'une, deux ou trois entreprises de ma circonscription puissent en dépenser davantage pour une seule question d'actualité. La même chose s'applique à l'échelle fédérale.

Nous ne pouvons pas tolérer que les conservateurs, les libéraux et les néo-démocrates puissent consacrer chacun quelque neuf millions de dollars à une campagne nationale, ce qui comprend la tournée du chef, les sondages, la publicité, le travail d'organisation, la documentation et tout ce qu'il faut faire durant une campagne, alors que, par exemple, un groupe de soutien de l'ALÉNA, l'accord de libre-échange nord-américain, décide de consacrer non pas les 4,5 millions qu'il a dépensés la dernière fois, mais deux ou trois fois plus. Autrement dit, ce groupe pourrait dépenser plus que les partis politiques

sur une seule question, sans assumer les mêmes responsabilités que les partis.

Comme d'autres députés l'ont dit avant moi, il est curieux de constater que certains des groupes qui dénoncent les politiciens et les restrictions imposées à la publicité des tiers partis sont ceux-là même—le National Citizens' Coalition étant le plus visible—qui ne veulent rien révéler au sujet de leurs dépenses, de leurs sources de financement et de leurs bénéficiaires.

Les Canadiens veulent une loi électorale juste, honnête et à jour. Le projet de loi C-114 nous fait nettement progresser dans ce sens, mais il ne faut pas s'arrêter là. Essayons d'en faire plus pour intégrer les femmes, les autochtones, les gens de couleur et les personnes handicapées du Canada. Tâchons d'inscrire dans la loi toute une gamme d'autres questions qui ne sont pas traitées dans notre loi électorale actuelle. Les congrès à la direction sont l'un des domaines où nous avons le plus de travail à faire. Tâchons aussi d'effectuer ces autres réformes sur les dépenses électorales et le financement qui sont vraiment nécessaires pour améliorer notre régime démocratique.

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Monsieur le Président, j'ai vu le député d'en face se lever. Je vous remercie de m'avoir accordé la parole en premier.

Je voudrais simplement faire une ou deux observations. Je commencerai par ce que vient tout juste de dire le député d'en face. Je suis tout à fait d'accord avec l'examen, à la phase deux, de toute la question des dépenses, des remises et des limites. On étudiera tous les éléments qui entourent indirectement les élections à la phase deux. J'espère que dans une semaine ou deux, le comité en arrivera à ses conclusions et les présentera à la Chambre. Je pense que plus tôt nous rendrons ces conclusions publiques, plus tôt les autres pourront les examiner et contester ou applaudir nos décisions, selon l'issue. Je pense cependant que nous avons tous deux hâte que le public les examine. Je suis tout à fait d'accord avec lui là-dessus.

Je voudrais mentionner en passant au député libéral que la question du remboursement pour les femmes ou les hommes candidats de tous les partis figure également parmi les questions que l'on doit aborder à la phase deux. Nous n'avons pas traité, dans la phase un, des questions de remboursement, et nous avons l'intention de le faire dans la phase deux. J'ai peut-être mal compris et pensé qu'il avait dit qu'il s'agissait d'une question devant être